

Les crédits

gouvernements qui ne prennent pas ces phénomènes au sérieux.

Il est louable que le député soulève ces questions, mais il est troublant de constater que ces phénomènes le surprennent.

J'aimerais poser quelques questions au député. Il a parlé de faire parvenir à ses électeurs certains détails du budget et des renseignements sur l'effet de ce budget. Je me demande ce qu'il peut dire à ses électeurs qui reçoivent 3 750 \$ et qui n'obtiendront pas un seul sou de plus en vertu du programme de prestations pour enfants. Leur dit-il que c'est acceptable de voir que le plus pauvre parmi les pauvres ne reçoit pas un sou de plus grâce à ce programme?

A-t-il fait savoir à ses électeurs que les fonctionnaires de Santé et Bien-être social Canada avaient admis qu'en vertu de ce nouveau système, les enfants et les familles dont le seul revenu provient de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage, ne seront pas mieux nantis qu'avant? Les familles qui vivent les pires situations financières sont celles qui ne bénéficieront pas de ces changements.

Le député aura sans doute voté, comme moi, en faveur de la proposition présentée par mon ancien chef et demandant à la Chambre d'éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici l'an 2000. Croit-il que ces mesures contribueront un tant soi peu à éliminer la pauvreté des enfants avant l'an 2000? En fait, ce budget renferme-t-il une mesure qui nous oriente dans la bonne direction?

Permettez-moi de poser une dernière question. Le député ne réalise-t-il pas que l'augmentation de la violence faite aux femmes, aux enfants et aux familles et de l'insécurité au sein des familles découle directement de la situation financière pénible que subissent de plus en plus de Canadiens?

Comme nous le savons tous, les enfants canadiens à vivre dans la pauvreté sont plus nombreux maintenant qu'au début du mandat de ce gouvernement. Le député ne comprend-il pas que si nous devons aujourd'hui faire face à une recrudescence de la violence, à l'augmentation du nombre de maisons de transition et à d'autres phénomènes semblables, c'est en partie à cause de la pauvreté que le présent gouvernement a créé au cours des huit dernières années?

M. Thompson: Monsieur le Président, le député a formulé une question et une observation très vastes. Je vais essayer d'y répondre comme il se doit.

La meilleure chose que nous puissions faire dans ce pays, c'est de bâtir une économie saine et solide. C'est ce qui va aider les gens à s'en sortir. Nous avons des programmes et nous pouvons en avoir une grande variété. Ce qui nous permettra cependant de nous en sortir, c'est une économie saine et solide. C'est ce qui m'inquiète en ce moment précis de notre histoire. Beaucoup de gens sont sans emploi dans notre pays. Ils sont un million et demi. Ce chiffre n'a pas encore dépassé celui de la dernière récession que nous avons connue en 1981-1982, mais ce n'est pas une raison pour nous réjouir, n'est-ce pas?

Il demeure que notre taux de chômage est trop élevé, ce qui entraîne des coûts sociaux extraordinaires. Il n'y a pas à en sortir. Il existe un rapport entre la violence familiale et les difficultés quotidiennes que rencontre telle ou telle famille à cause du chômage, du manque de possibilités et de l'incapacité de régler les factures ou de faire face à ses obligations. Ce sont là des coûts sociaux extraordinaires qu'entraîne cette situation au bout du compte.

Revenons au budget. Le budget n'est pas la fin des fins de nos problèmes, mais c'est un bon point de départ. Il reconnaît pour la première fois la cellule familiale. Il accorde aux enfants une place qu'il ne leur reconnaissait pas avant. Il ne s'agit là que de l'un des aspects du budget. Il faut se rappeler que tous les programmes fédéraux sont appariés à d'autres programmes de soutien provinciaux qui visent à aider les familles à faible revenu.

• (1630)

Je ne prétends donc pas que notre budget a réglé le problème ni qu'il le réglera jamais, mais je pense que c'est un bon début. Associés à ceux qui existent dans les provinces, ces programmes fonctionnent mieux que jamais, car nous en avons besoin maintenant.

Là encore, lorsque nous pensons à tous ces gens sans emploi, nous espérons que la situation va s'améliorer et que la croissance de l'économie canadienne sera aussi forte qu'on le prévoit. Tous les spécialistes du Canada et de l'étranger, y compris le FMI, prédisent que le Canada aura cette année une croissance économique supérieure à celle de tout autre pays du monde occidental. Nous espérons qu'ils ont raison sur ce point. Je ne dis pas cela par esprit de parti, mais plutôt parce que la meilleure chose que nous puissions espérer pour les citoyens du Canada, c'est une économie saine et solide.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, le député a parlé avec une telle flamme de la violence faite aux femmes que je m'attendais à ce qu'il termine son discours en annonçant que le gouvernement avait décidé de dégager des fonds pour s'occuper du